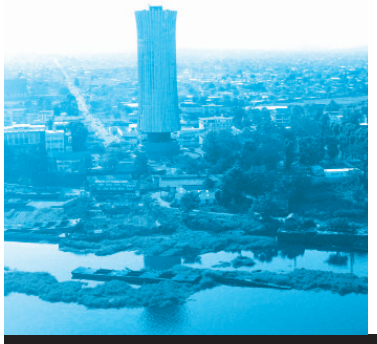
L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

CONGO



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4994 - VENDREDI 18 AVRIL 2025

FRANCOPHONIE

La feuille de route des parlementaires présentée au chef de l'Etat

Venus de différents pays du continent, les présidents des Assemblées et de Sections de la région africaine de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie ont été reçus hier dans la capitale congolaise par le président Denis Sassou N'Guesso à qui ils ont présenté leur feuille de route 2025-2026.

« *Nous avons fait le point au président de la République de tous les sujets abordés lors de la conférence. Nous avons apprécié la présentation du plan relatif au climat, à l'environnement et à l'afforestation* », a indiqué le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Adama Bictogo.

Page 16

Le président Denis Sassou N'Guesso en compagnie des parlementaires/DR

VIE DES PARTIS

L'opposition adopte ses textes fondamentaux

Les membres de l'opposition politique congolaise pendant la réunion/Adiac

Seize partis politiques de l'opposition congolaise ont adopté, hier à Brazzaville, le règlement intérieur, le manifeste et le pacte républicain. « *Nous venons d'adopter les documents de travail qui fondent notre unité. J'ose croire que nous allons raffermir notre unité pour aborder les questions essentielles qui sont devant nous* », a déclaré le premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, Pascal Tsaty Mabiala, en sa qualité de chef de file de l'opposition.

Page 16

SANTÉ

Appel à la lutte contre l'automédication

Profitant de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre l'hémophilie célébrée cette année sur la thématique « Accès pour tous : les femmes et les jeunes filles saignent aussi », le directeur du Centre national de référence de la drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Guesso, le Pr Alexis Elira Dokekias, a lancé un appel aux femmes et jeunes filles d'éviter l'automédication.

Page 5

INCLUSION SOCIALE

Une enquête se penche sur la vulnérabilité des jeunes

Dans le cadre du Projet de protection et d'inclusion productive des jeunes, une enquête est organisée du 14 au 27 avril pour déterminer la vulnérabilité des ménages concernés.

Dans le cadre de ce projet, 22 000 ménages vulnérables bénéficieront des allocations alors que 45 000 jeunes vulnérables de 18 à 35 ans seront formés en entrepreneuriat et aux divers métiers.

Page 2

EDITORIAL

Epaves gênantes

Page 2

ÉDITORIAL

Epaves gênantes

L'opération annoncée de déguerpissement des épaves de voitures obstruant les artères est vivement encouragée par la communauté, à commencer par les automobilistes qui éprouvent de plus en plus de mal à circuler dans les rues, sans parler des piétons bien en peine de se mouvoir aisément. L'objectif vise à rendre les villes plus propres, praticables et libérées de ces dépotoirs à ciel ouvert de carcasses en tous genres.

Ces épaves à la longue détériorent les voiries, aggravent l'insalubrité et rétrécissent les voies au mépris des dispositions portant occupation des espaces publics souvent foulées au pied par des citoyens peu scrupuleux. Les premiers responsables concernés sont les mécaniciens, les garagistes et les laveurs de voitures qui accaparent les rues de façon anarchique sans la moindre contrepartie versée aux mairies d'arrondissements, gestionnaires de ces espaces.

Autant dire que la mesure prise par le ministre de l'Assainissement urbain sonne comme une interpellation et une prise de conscience citoyenne au respect des lois. Salutaire, si on ose le dire ainsi, vu l'encombrement des voiries urbaines constaté ces derniers temps dans toutes les villes du pays, la réussite de cette opération et surtout sa pérennisation requièrent des dispositions pratiques à prendre par les pouvoirs publics.

En clair, il s'agit pour les autorités de se doter, avant sa mise en œuvre, d'espaces de stockage dédiés, de casses ou de fonderies pour éviter les entassements qui deviendront difficiles à gérer dans la durée. De penser également en termes de recyclage des métaux et de gestion des déchets polluants qui pourraient donner lieu à des créations d'emplois.

Il est donc impératif au préalable d'étudier les contours de cette opération dans toutes ses composantes.

Les Dépêches de Brazzaville

INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

Une enquête se penche sur la vulnérabilité des ménages

Les enquêteurs sont déployés sur le terrain dans le cadre du Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ) afin de déterminer le niveau de vulnérabilité des ménages abritant les personnes enrôlées. Après quoi viendra leur formation en entrepreneuriat, puis le financement de leurs projets.

L'enquête sociale sur les ménages des jeunes enrôlés dans le cadre du PSIPJ a débuté le 14 avril et prendra fin le 27 du même mois. *« Ceux qui seront sélectionnés suivront une formation en entrepreneuriat et apprentissage d'un métier. Puis, le projet mettra à leur disposition des subventions de production afin de lancer leurs activités »*, a expliqué Anicet Blaise Bantsimba Bitsindou, responsable suivi évaluation local Brazzaville Sud qui couvre Makélékélé, Bacongo, Mfilou et Madibou.

Pour sa part, le responsable suivi évaluation local Brazzaville Nord, Marcel Moukoko, a souligné que l'enquête qui se fait, facilitée par les outils numériques dont disposent les enquêteurs pour la collecte des données, consiste à déterminer la vulnérabilité des ménages dans lesquels vivent les jeunes qui se sont fait enrôler dans le cadre de ce projet. Brazzaville Nord, précisons-le, couvre Poto-Poto, Moungali, Ouenzé, Talangaï et Djiri.

Pour le moment, l'enquête sociale se déroule normalement, à en croire un des agents enquêteurs, Garcia Ipari, qui a souligné que la formation qu'ils ont suivie avant le déploiement les aide à faire avancer le travail sur le terrain de sorte à respecter les délais prévus par le projet en exécution à Brazzaville, à Pointe-Noire, à Dolisie et à Ouesso.

L'enquête sociale se déroule normalement/Adiac

Il convient de souligner que le PSIPJ est un projet sous tutelle du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire qui octroie deux types de prestations, la première consiste à venir en aide à 22.000 ménages vulnérables en leur octroyant des allocations et la seconde quant à elle consiste à former 45.000 jeunes vulnérables âgés de 18 à 35 ans, dont 40.000 en entrepreneuriat et 5.000 en apprentissage d'un métier.

Un appel est donc lancé aux jeunes de participer à l'enquête sociale en cours. *« Pour ceux qui sont en déplacement, notamment dans les localités où s'exécute le projet, il leur suffit de le signaler afin que les enquêteurs de la localité les prennent en charge puisqu'ils sont enregistrés dans une même base de données »*, a expliqué Anicet Blaise Bantsimba Bitsindou.

C'est donc à l'issue de cette enquête que seront connus les sélectionnés qui répondront aux critères. Ceux ayant suivi une formation en entreprenariat bénéficieront, après un mois de formation, d'une subvention de production. Par ailleurs, ceux formés en apprentissage d'un métier recevront, au terme de 3 à 9 mois de formation selon le métier choisi d'une subvention de démarrage qui leur permettra de réaliser leurs projets dans le but de sortir de la vulnérabilité.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC :Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité :Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service),
Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

INSERTION PROFESSIONNELLE

Une douzaine de jeunes de Talangaï reçoit des kits pour entreprendre

Le consortium Essor-Cjid (Club jeunesse, infrastructures et développement) a remis, le 15 avril à Brazzaville, des kits de démarrage des activités génératrices de revenus (AGR) aux jeunes vulnérables ayant suivi des formations professionnelles et en entrepreneuriat dans les filières de la pâtisserie et cuisine, couture, coiffure ainsi que la transformation agroalimentaire, dans le sixième arrondissement, Talangaï.

Ils étaient au total douze jeunes, en majorité des femmes dont l'âge varie entre 17 et 35 ans, issus des quartiers de Talangaï, qui ont suivi une formation de huit mois dont six dans les centres d'apprentissage et deux en entrepreneuriat. La dernière formation leur a permis de rédiger un plan d'affaires (Business plan). La cérémonie officielle de remise des kits et de certificats de fin de formation s'est déroulée au siège du Bureau d'information et d'orientation sociale et professionnelle (Bisop+), un dispositif des organisations non gouvernementales (ONG) Cjid et Essor servant d'écoute, d'accueil, de conseil, d'orientation et d'accompagnement.

En effet, les bénéficiaires ont vu leurs efforts être récompensés en présence de l'inspecteur sectoriel de la jeunesse, du représentant de la Circonscription d'action sociale et des chefs de cinq quartiers de Talangaï. De quoi remercier les initiateurs de cette série de formations qui leur ont donné une seconde chance dans la vie. La formation a concerné des jeunes déscolarisés ayant manifesté la volonté d'apprendre un métier, mais nombreux d'entre eux ont dû abandonner la marche en route pour des raisons qui leur sont propres.

Un jeune formé à la transformation agroalimentaire recevant son kit/DR

S'inscrivant dans le cadre du projet de Promotion de l'entrepreneuriat agricole, para-agricole et urbain auprès des jeunes et de renforcement de la société civile congolaise (Emateli), le Biosp+ a été créé sur les cendres du Bureau formation emploi, un projet pilote mis en place depuis 2019 par le Cjid. Il est exécuté par l'ONG Essor et son partenaire, le Forum des jeunes entreprises du Congo, grâce au financement de la délégation de l'Union européenne en République du Congo. L'antenne de Talangaï a officiellement ouvert ses portes le 19 janvier 2024, dans la rue Mouyondzi, avec comme objectif l'insertion en auto-emploi des jeunes vulnérables afin d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

Actuellement, une autre cohorte de 47 jeunes dont 14 hommes et 33 femmes est en formation dans les filières diverses telles que la décoration événementielle, l'infographie, l'électricité-bâtiment, la transformation agroalimentaire, la pâtisserie et la soudure. Notons qu'avant d'être déployés dans les centres de formation, les apprenants suivent une formation humaine (développement personnel) d'un mois au siège de Biosp+. Le but étant de renforcer l'employabilité des jeunes en emploi et en auto-emploi.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE CHRÉTIEN DU COMBAT SPIRITUEL

Une assemblée générale inclusive pour sortir de la crise

Considérée comme un préalable à la levée des sanctions du gouvernement, l'assemblée générale extraordinaire inclusive du ministère chrétien du combat spirituel a débuté le 17 avril à Brazzaville pour prendre fin deux jours après.

Les travaux de l'assemblée générale extraordinaire inclusive du ministère chrétien du combat spirituel, ouverts en présence des représentants de plusieurs congrégations, se tiennent sur le thème « Venez, rebâtissons la muraille de Jérusalem, et nous ne serons plus dans l'opprobre ».

Pour planter le décor de la toile de fond de cette assemblée générale préparée par une commission ad hoc dirigée par le ministère de l'Intérieur, Jocelyne Milandou, une des fidèles, a indiqué : *« Nous sommes réunis ici pour aplanir ce qui doit l'être et adopter les textes fondamentaux pour que nous démarrions sur de nouvelles bases qui restent conformes à la vision de maman Olangi ».*

Ouverture des travaux de l'assemblée générale du MCCS/Adiac

Rappel des faits

Les problèmes au sein du ministère chrétien du combat spirituel se sont aggravés avec le décès du couple fondateur : Olangi. L'un des enfants, Paul David Olangi, a eu des propos jugés déplacés lors du culte du 14 août 2022. Révoltés, certains jeunes chrétiens lésés ont par la suite déclenché un mouvement de désobéissance afin d'attirer l'attention de la coordination nationale. La situation a suscité des tensions qui auraient pu troubler l'ordre public. Ainsi, Guy Georges Mbaka, alors ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, avait publié un arrêté fermant les portes de cette congrégation, le 20 du même mois.

Des sources concordantes indiquaient que le contrôle sans partage des finances ; la volonté affichée par les enfants Olangi d'imposer des diktats ; les nominations arbitraires par Kinshasa aux différentes fonctions sans concertation avec les responsables locaux de Brazzaville ; l'impolitesse des missionnaires vis-à-vis des autorités congolaises font partie des causes profondes de la crise à laquelle l'assemblée générale extraordinaire inclusive en cours va apporter des solutions pour une sortie de crise.

C'est dans ce sens que le président du Conseil supérieur des églises de réveil du Congo, Germain Loubota, a indiqué à l'ouverture des travaux : *«Les frères et sœurs du ministère chrétien du combat spirituel doivent saisir cette occasion pour résoudre ce problème et faire revivre cette congrégation ».*

Rominique Makaya

LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES

L'OMS signe un accord historique

Les pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont signé, le 15 avril, un accord destiné à prévenir, détecter et répondre plus efficacement aux futures pandémies.

L'accord doit permettre de mieux préparer le monde, loin d'être équipé pour affronter une autre pandémie, cinq ans après la covid-19 et ses millions de morts, selon l'OMS et les experts. *« Ce traité est une étape essentielle pour que plus jamais une pandémie ne prenne le monde par surprise sans plan commun »*, a déclaré Tedros Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

L'objectif affiché est d'éviter un nouveau covid sans coordination internationale dont le sujet avait été au cœur des nombreux griefs des pays les plus démunis lors de la pandémie de covid-19, quand ils voyaient les pays les plus riches s'accaparer les doses de vaccins et autres tests.

La co-présidetne de négociations et Tedros Ghebreyesus/DR

Parmi les principales mesures, une définition commune de l'urgence pandémique, un accès équitable aux ressources médicales (avec 20 % des vaccins réservés par l'OMS pour les pays les plus vulnérables), le partage d'information sur les agents pathogènes, ainsi que le renforcement des capacités nationales de surveillance et de réponse.

Il affirme la souveraineté des pays en matière de santé publique à l'intérieur de leurs frontières et prévoit qu'aucune disposition du projet d'accord ne doit être interprétée comme conférant à l'OMS le pouvoir d'orienter, d'ordonner, de modifier ou de prescrire les lois ou les politiques nationales, ou d'obliger les Etats à prendre des mesures spécifiques, telles que l'interdiction ou l'acceptation des voyageurs, l'instauration de l'obligation de vaccination ou de mesures thérapeutiques ou diagnostiques, ou la mise en place des mesures de confinement.

Cependant plusieurs pays, où l'industrie pharmaceutique pèse lourd dans l'économie comme les Etats-Unis, ont décidé de ne pas adhérer au texte, évoquant notamment des réserves sur la souveraineté nationale, la transparence du dispositif de gouvernance, ou encore l'absence de garanties juridiques suffisantes.

Un accord politique, non contraignant

Le traité, qui doit être officiellement adopté fin mai à l'Assemblée mondiale de la santé, n'est pas juridiquement contraignant mais engage les Etats à des obligations de coopération. Il prévoit des mécanismes de règlements des différends, mais aucune sanction en cas de non-respect.

Selon l'OMS, le texte peut évoluer après adoption, notamment pour convaincre les pays non signataires de le rejoindre dans les mois à venir.

Jean Pascal Mongo-Slyhm (Stagiaire)

JOURNÉE MONDIALE DE L'HÉMOPHILIE

Femmes et jeunes filles appelées à éviter l'automédication

L'appel a été lancé le 17 avril par le directeur général du Centre national de référence de la drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Guesso, le Pr Alexis Elira Dokekias, lors d'un focus animé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'hémophilie sur le thème « Accès pour tous : les femmes et les jeunes filles saignent aussi ».

Les participants/Adiac

Le Pr Alexis Elira Dokekias a rappelé aux participants (étudiants et médecins) que l'hémophilie est une maladie de la coagulation. Le gros problème de santé publique ignoré est celui des saignements des femmes et des filles. *« Lorsque la jeune fille vit, la maman doit l'éduquer à comprendre que dans sa vie, à un moment elle doit saigner, mais de façon physiologique. Les saignements sont les règles et la maman doit l'éduquer, à savoir comment il faut les prendre en charge et pour que l'enfant ne panique pas. Malheureusement, les filles qui ne sont pas éduquées vivent le stress aux premières règles. Elles pensent que c'est une catastrophe qui arrive et cela entoure un peu leur vie pendant la période de fin d'adolescence et la période de jeunes filles »*, a-t-il déclaré.

Ces saignements, a expliqué le professeur, peuvent malheureusement être anormaux. Les règles normales doivent durer trois jours. On doit changer les lingettes pour les règles, les deux ou trois premiers jours, parce qu'elles peuvent sortir en abondance. Lorsqu'une jeune fille voit les règles et qu'elles dépassent quatre jours, c'est qu'il y a un problème. *« Ceci aussi n'est pas normal pour les mamans. Et si pendant les règles, le sang sort des boules, ce n'est pas normal. Les mamans également peuvent avoir d'autres saignements en dehors des règles. Elles peuvent saigner au niveau de la peau... Par ailleurs, la maman saigne également longtemps lorsqu'elle fait le travail de cuisine, lorsqu'elle se coupe accidentellement… »*, a-t-il poursuivi.

« Lorsque la jeune fille vit, la maman doit l'éduquer à comprendre que dans sa vie, à un moment elle doit saigner, mais de façon physiologique. Les saignements sont les règles et la maman doit l'éduquer, à savoir comment il faut les prendre en charge et pour que l'enfant ne panique pas. Malheureusement, les filles qui ne sont pas éduquées vivent le stress aux premières règles. Elles pensent que c'est une catastrophe qui arrive et cela entoure un peu leur vie pendant la période de fin d'adolescence et la période de jeunes filles »

Qu'est-ce que l'hémophilie ?

L'hémophilie est un trouble congénital de la coagulation du sang causé par un déficit en facteur de coagulation : facteur VIII pour l'hémophilie A ; facteur IX pour l'hémophilie B. Le déficit provient des mutations (changements) génétiques sur le chromosome X portant les gènes de ces facteurs.

Dans le cadre de la prévalence, au Congo et en Afrique, les études sont incomplètes. En Europe, on estime à une naissance sur 10 000 selon les registres mondiaux ; on estime entre 400 000 et 500 000 personnes atteintes dans le monde. L'hémophilie A est plus fréquente que l'hémophilie B représentant entre 80 et 85% de la population globale. L'hémophilie congénitale touche généralement les garçons du fait d'une mutation présente chez la mère (femme conductrice). Toutes les gènes F8 et F9 sont sujets à de nouvelles mutations et au total un tiers de tous les cas est imputable à une mutation spontanée et ce, en l'absence d'antécédent familial.

Précisons que la principale maladie héréditaire de la coagulation/hémostase est la maladie de Von Willebrand qui touche les individus des deux sexes et la plus fréquente au Congo. Environ 154 cas sont suspectés et diagnostiqués. L'anomalie touche la première phase de l'h émostase (hémostase primaire). Les thrombopathies constitutionnelles sont rares, mais le Congo est le premier pays en Afrique noire à rapporter au sein d'une famille cinq cas d'une variété dénommée « Thrombopathies de Glanzmann » (…).

Guillaume Ondze

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERETS

N° 30/ASMI/MPTEN/PATN-UCP/2025 DU 11 AVRIL 2025

POUR LA CONSTITUTION D'UN FICHIER FOURNISSEUR DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATN)

Nom du Pays : Congo
Nom du Projet : Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN)
Intitulé de l'ASMI : Constitution du fichier fournisseur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Congo

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement de la République du Congo, en partenariat avec la Banque mondiale, met en œuvre le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique (PATN) et en accord aux objectifs de l'actuel plan national de développement (PND 2022-2026) qui vise entre autres à favoriser un environnement des affaires propulsé par le secteur privé pour la diversification économique, en particulier dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), et définissant les priorités de développement du pays, notamment la gouvernance, le capital humain, le développement des infrastructures et la prestation de services.

Le PATN, financé par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour un montant de 100 millions de dollars (60 milliards de francs CFA), se déroule sur une période allant de 2022 à 2027. Ses principaux objectifs sont de renforcer l'accès des populations mal desservies à Internet haut débit et d'améliorer la capacité du Gouvernement à fournir des services publics numériques.

Dans le cadre de la réalisation de ses activités, l'Unité de Coordination du PATN désire de mettre en place un fichier fournisseur dans plusieurs domaines d'activité et invite les prestataires ayant les références requises à manifester leurs intérêts.

A.DOMAINES DE COMPETENCES

Les domaines de compétences (sans être exhaustif) retenus pour la constitution du fichier fournisseur sont les suivants :

1. Fourniture et services informatiques (matériel informatique, maintenance, consommable connexion internet, vidéosurveillance, visioconférence, Développement des applications web et mobiles …) ;
2. Fournitures diverses (fourniture de bureau, pause-café…) ;
3. Fourniture du mobilier de bureau ;
4. Organisation des Séminaires ;
5. Location des véhicules et fourniture des billets d'avion, réservation d'hôtel ;
6. Restauration ;
7. Régie publicitaire, imprimerie et sérigraphie ;
8. Assurances ;
9. Entretien de bâtiments, nettoyage de bureaux ;
10. Autres prestations de service.

B. CONDITIONS DE SOUMISSION ET DEPOT DES DOSSIERS

Les Manifestations d'Intérêts seront rédigées en français en trois (03) exemplaires (un original et deux copies). Les enveloppes contenants les Manifestations d'Intérêts devront porter la mention extérieure suivante : « AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERETS POUR LA CONSTITUTION DU FICHIER FOURNISSEUR DU PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE POUR LE DOMAINE DE (A PRECISER PAR LE FOURNISSEUR OU LE CONSULTANT) A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

Seuls les dossiers complets des structures enregistrées à l'ACPCE, respectant la forme et le contenu ci-dessous seront reçus. Après examen, les offres jugées conformes pour l'essentiel seront retenues et agréées. Les prestataires retenus seront consultés directement en cas de besoin.

C.CONSTITUTION DU DOSSIER

Chaque dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

a) Une lettre de demande d'agrément ;
b) Une copie du registre de commerce ;
c) Une photocopie du numéro d'identification unique ;
d) Une copie des statuts ;
e) Une attestation de non-faillite ;
f) Une Attestation de Conformité Fiscale (ACF) datant de moins de trois (03) mois ;
g) L'adresse et le plan de localisation géographique du siège ;
h) Une attestation de domiciliation bancaire ;
i) Un catalogue des réalisations ;
j) La liste des principaux dirigeants, leurs photos et leurs contacts (téléphone, fax, Email) ;
k) Les derniers états financiers certifiés pour les entreprises.

D. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Toute personne intéressée peut obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 09 heures à 15 heures 30 minutes, heures locales.

E. DATE ET LIEU DE DEPOT DES MANIFESTATIONS D'INTERETS

Les manifestations d'intérêts écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne ou par courrier électronique au plus tard le 28 Avril 2025 et le 14eme jours après la publication de l'Avis dans les Dépêches de Brazzaville à 14 heures, heure locale

Unité de Coordination du Projet d'Accélération de la Transformation Numerique (PATN) sise au 254, Avenue Prosper Gandzion, à côté de l'Ambassade de la République du Rwanda, Centre-Ville, Arrondissement 3 Poto-Poto, Brazzaville, République Du Congo, Téléphone : (+242) 05 079 21 21, E-Mail : Marchespatn@Gmail.Com.

Fait à Brazzaville, le 11 avril 2025

Le coordonnateur p.i,

Patrick Valery ALAKOUA

OCÉAN INDIEN

Emmanuel Macron en tournée à Mayotte, La Réunion, Madagascar et l'Île Maurice

Le président Emmanuel Macron effectuera un tournée de cinq jours dans l'océan Indien à partir du 21 juin ; une tournée qui sera centrée sur la stratégie française dans cette partie du monde.

Le président Emmanuel Macron

A Mayotte, le président français fera le point sur la reconstruction de l'archipel, ravagé par le cyclone Chido, puis à La Réunion, à Madagascar et à l'île Maurice pour ancrer les deux départements français dans leur environnement régional. Cette tournée sera centrée sur la stratégie française dans cette partie de l'océan Indien, selon l'Élysée. *«Cet espace régional doit s'organiser avec l'ensemble de ses territoires. Il y a un avenir commun à bâtir»*, a indiqué un conseiller du président, qui assistera au cinquième sommet de la Commission de l'océan Indien à Madagascar.

Catastrophes naturelles et épidémies : lancer la reconstruction

Emmanuel Macron avait promis de revenir à Mayotte, après son déplacement de décembre, au lendemain du passage du cyclone Chido. «Mayotte doit être plus belle demain qu'elle n'a été même avant le cyclone parce qu'il y avait déjà un territoire qui était en pleine fragilité», a souligné l'Élysée. Un projet de loi sur la reconstruction de Mayotte sera présenté en Conseil des ministres. À La Réunion, département d'outre-mer à la plus forte croissance économique, Emmanuel Macron va aussi échanger les 22 et 23 avril sur les effets du cyclone Garance, qui a fait cinq morts en février et provoqué 180 millions d'euros de dégâts sur l'agriculture locale.

«Cet espace régional doit s'organiser avec l'ensemble de ses territoires. Il y a un avenir commun à bâtir»

En visite d'Etat à Madagascar, le 23 avril, le président français va relancer le partenariat économique, une coopération économique qui dépasse le milliard de dollars d'échanges annuels, mais qui reste perfectible. Alors que la France cherche à consolider sa présence en Afrique face à la montée des influences asiatique et russe, Madagascar voit dans ce déplacement une opportunité stratégique pour renforcer sa trajectoire de développement, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. Le président français sera aussi «au côté des Réunionnais» en pleine épidémie de chikungunya qui a fait six morts sur l'île depuis le début de l'année. L'intégration de Mayotte à la Commission de l'océan Indien, qui réunit Madagascar, l'île Maurice, l'Union des Comores, les Seychelles et La Réunion pour la France, sera à l'ordre du jour du sommet de l'organisation, a confirmé l'Élysée.

Emmanuel Macron sera accompagné d'une importante délégation d'environ 80 personnes, composée de chefs d'entreprises et de diplomates, qui abordera plusieurs dossiers économiques prioritaires, notamment le renforcement des relations commerciales. La visite du chef de l'Etat pourrait ouvrir la voie à de nouveaux partenariats commerciaux.

Noël Ndong

DÉBAT

Le Collectif des amis du royaume téké organise une conférence à Paris

Le Collectif des amis du royaume téké (CART) invite les Congolais de l'étranger et amis de la République du Congo à assister à la conférence qu'il organise à Paris sur le thème « Le royaume Makoko (Téké) et les colonisations européennes en Afrique centrale ».

Dans le cadre des objectifs statutaires du CART, à savoir la sauvegarde du patrimoine, la préservation de la diversité culturelle et la mise en place de canaux de transmission aux générations futures, il sera organisé, le 19 avril à 14h, une conférence animée, entre autres, par Eugénie Opou au Centre de conférences Hermès du onzième arrondissement à Paris.

Cette conférence fait suite aux festivités de la Journée culturelle téké en début d'année à Blanc-Mesnil. Pour ce nouveau rendez-vous, les participants seront édifiés par l'histoire du royaume téké et les implications sur le partage de l'Afrique.

Eugénie Opou interviendra pour livrer à l'assistance les résultats de ses recherches à propos du royaume téké, avant d'honorer la programmation de l'Institut français du Congo à Brazzaville, le 4 juin prochain, sur une communication sur le roi Iloo 1er du royaume téké.

Eugénie Opou est écrivaine et a déjà publié plusieurs ouvrages sur le sujet.

Marie Alfred Ngoma

INSTITUTION FINANCIÈRE

Les Mucodec certifiées ISO 27001

La certification ISO 27001 version 2022 a été officiellement remise le 11 avril à Brazzaville à la Fédération des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (Mucodec) par Bureau Veritas, un leader mondial dans le domaine de la certification. Cette distinction récompense l'engagement des Mucodec en faveur de la sécurité des informations et de la protection des données de leurs membres et partenaires.

La réception de la certification ISO 27001 version 2022 marque un tournant historique pour la Fédération des Mucodec. La cérémonie de remise de cette certification s'est tenue en présence du directeur du Bureau Veritas, d'un auditeur externe, de directeurs et représentants d'entreprises et d'institutions locales, de membres du Conseil d'administration fédéral et du Comité de direction des Mucodec, ainsi que de partenaires techniques et financiers.

Lors de son intervention, le directeur général des Mucodec, Dieudonné Ndinga Moukala, a exprimé la fierté collective de l'institution pour cette distinction, soulignant qu'elle couronne des efforts soutenus en matière de sécurité de l'information et de gouvernance numérique. Il a rappelé que cette certification reflète la volonté des Mucodec de garantir à leurs membres la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données, dans un environnement en pleine transformation digitale. « Cette belle distinction est la démonstration que notre modèle mutualiste et coopératif est de mieux en mieux structuré. Il est le fruit d'un travail acharné réalisé par nos équipes techniques opérationnelles et managériales », a-t-il ajouté.

La certification ISO 27001 atteste de la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information conforme aux standards internationaux. Elle certifie que l'organisation a adopté des procédures strictes et des mécanismes de contrôle efficaces pour protéger ses informations sensibles contre toute menace, qu'elle soit interne ou externe. En tant que première institution de microfinance du pays, les Mucodec affirment ainsi leur capacité à répondre aux exigences croissantes de l'économie numérique, tout en consolidant leur stratégie de transformation en holding moderne.

Selon le directeur de Veritas Congo, Samuel Itoro Enang, cette reconnaissance ouvre la voie à de nouvelles perspectives en matière de gouvernance, de spécialisation des services et de collaboration avec des partenaires à l'échelle nationale et internationale.

Pour conclure, la cérémonie de remise de la certification ISO 27001 version 2022 s'est terminée dans une ambiance conviviale, favorisant les échanges et les célébrations, marquant ainsi une avancée significative pour Mucodec.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Brazzaville pose les bases de la 31e Assemblée régionale de Cotonou

Réunis les 15 et 16 avril à Brazzaville à l'occasion de leur 16e conférence, les présidents des Assemblées et de Sections région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ont pris un certain nombre de mesures dont l'adoption des thèmes du débat général de la 31e Assemblée régionale Afrique qui se tiendra en juin prochain, au Bénin.

Les parlementaires venus de dix-sept pays d'Afrique francophone ont suivi la présentation du rapport des activités menées par la Région Afrique de l'APF, évoqué les situations politiques dans l'espace francophone africain, partagé l'expérience du Congo en matière de protection des forêts, défini les thèmes du débat général de la 31e Assemblée régionale Afrique et abordé les aspects du fonctionnement de l'APF dans la Région. S'agissant de l'Assemblée régionale de Cotonou, trois thèmes ont été adoptés, notamment le dividende démographique en Afrique francophone : impact sur le développement socioéconomique ; l'accès à l'énergie en Afrique : quelles stratégies pour une accélération de la couverture des territoires ? La Francophonie africaine face aux bouleversements géopolitiques.

Concernant le rapport des activités de la Région Afrique de l'APF, la conférence des présidents des assemblées et de sections élargie aux présidents de Parlements de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a été informée de la participation des parlementaires africains aux réunions statutaires de l'APF, des missions politiques et électorales, de la participation aux activités des organisations parlementaires et des actions de coopération.

La cérémonie d'ouverture des travaux/Adia

Quant aux situations politique et sociale dans l'espace francophone africain, les participants ont suivi des communications des situations dans les pays en transition politique, ainsi que l'actualité électorale, sociale et sécuritaire dans l'espace francophone africain. C'est ainsi que la conférence a déploré les pertes en vie humaine et a exhorté à une résolution pacifique du conflit en République démocratique du Congo (RDC) en privilégiant le dialogue et a appelé au renforcement de la solidarité des États membres. Au niveau électoral, la conférence s'est félicitée du bon déroulement de l'élection présidentielle au Gabon, le 12 avril dernier, avec l'élection de Brice Clotaire Oligui Nguema en qualité de président de la République.

Une mission de la Région Afrique de l'APF attendue à Kinshasa et à Kigali

Après l'analyse de ces situations, les participants ont décidé de poursuivre leur engagement pour la paix et la sécurité en Afrique francophone pour le bien-être de la population et particulièrement les enfants, les jeunes et les femmes ; d'élargir la diplomatie parlementaire dans la Région en intensifiant le processus du dialogue entre Africains et dans les pays où la situation l'exige. Ils ont aussi pris la décision de concrétiser, dans les plus brefs délais, les actions de diplomatie parlementaire dans les pays en transition en Afrique de l'Ouest, telles qu'adoptées lors de la réunion du Bureau international de l'APF, en juillet 2024 ; de soutenir la désignation du président de la République du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, en tant que médiateur de l'Union africaine dans le conflit à l'Est de la RDC. L'autre décision concerne la mise en route d'une mission de la Région Afrique de l'APF à Kinshasa et à Kigali.

La section congolaise de l'APF a profité de la présence de ses hôtes pour partager l'expérience du pays en matière de protection des forêts. Ceci à travers l'exposé de la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, relatif à la stratégie forestière en se fondant sur les efforts contenus dans le programme national congolais de reboisement.

À l'invitation de la section togolaise de l'APF, la 17e conférence des présidents d'Assemblées et de Sections de la Région Afrique se tiendra à Lomé, en 2026. La réunion de Brazzaville, enfin, a enregistré la candidature du Sénégal pour l'organisation de la 32e Assemblée régionale en 2026. En effet, cette candidature sera soumise à la prochaine Assemblée. Clôturant les travaux, le président du Sénat du Congo, Pierre Ngolo, a rappelé que les deux journées de travaux ont été profondément dominées par les échanges vifs et des analyses poussées, débouchant sur des perspectives communes. Selon lui, les participants ont mis en évidence la force de leur engagement en faveur du dialogue politique et de la coopération interparlementaire. *« Au sein de l'APF, nous restons déterminés à renforcer et à intensifier la diplomatie parlementaire afin d'accompagner nos exécutifs à éteindre les feux qui obèrent l'avenir de nos peuples. Porte-parole de nos populations, nous nous employons à tout faire pour qu'elles se disposent à participer efficacement à la dynamique nouvelle née de la 16e conférence. Sur le terrain, mettons-nous à transformer nos résolutions et nos rêves en actions concrètes. Il nous faut favoriser une intégration toujours plus forte des valeurs francophones dans nos systèmes démocratiques »*, a souligné le président d'honneur de la section congolaise de l'APF.

Parfait Wilfried Douniama

CHUTE DE L'APD

Oxfam alerte sur les conséquences

Le dernier rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) alerte sur la chute de l'Aide publique au développement (APD) dans le monde.

L'APD, ce sont des financements apportés par les acteurs publics des pays riches pour améliorer les conditions de vie dans les pays pauvres. Des financements passés de 223 milliards de dollars à 212 milliards de dollars en 2024, soit une baisse de plus de 7 %, une vraie chute libre. Une tendance qui pourrait s'accentuer en 2025, selon Alan Amic, chargé de campagne et plaidoyer Solidarités internationales chez Oxfam : *« On est dans une période où la plupart des pays riches vont pratiquer de l'austérité, par exemple la France en 2025 a axé une coupe historique sur son budget d'APD de près de 2,1 milliards d'euros ».*

Des équipes de la Croix-Rouge, bénéficiaire de l'aide publique au développement, mènent des opérations de recherche et de sauvetage suite à l'attaque de l'armée israélienne dans la province de Nabatieh, au sud du Liban, le 27 septembre 2024/Ramiz Dallah/Anadolu via AFP

S'adapter au changement climatique

Premières victimes de coupes les pays pauvres sont confrontés aux effets néfastes du changement climatique. *« Ce qui se passe en Afrique de l'Est est très inquiétant. On a eu plusieurs années avec des pluies insuffisantes, voire inexistantes, et donc on a une hausse de 80% depuis 2019 des personnes qui n'ont plus accès à l'eau potable, ce qui crée une vraie crise de la faim dans cette région. Les financements internationaux pourraient permettre à ces populations de s'adapter au changement climatique »*, a déploré Alan Amic. L' organisation non gouvernementale (ONG) appelle les gouvernements à revenir d'urgence sur ces réductions d'APD. Oxfam propose de taxer les plus grandes fortunes et les multinationales à leur juste niveau pour trouver des financements. Pour les pays pauvres, selon l'ONG, c'est souvent une question de vie ou de mort.

Noël Ndong

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE
www.adiac-congo.com

ADIAC TV

TOUTE L'ACTUALITÉ
DU BASSIN DU CONGO

EN VIDÉO

(+242) 06-929-4505

info@adiac.tv

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv

COOPÉRATION

Visite prochaine du président kenyan en Chine

Le président kenyan William Ruto effectuera une visite d'Etat en Chine, du 22 au 26 avril, à l'invitation du président chinois Xi Jinping, a annoncé jeudi un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

Notant que l'amitié entre la Chine et le Kenya remonte à l'ancienne Route de la soie maritime, le porte-parole Lin Jian a déclaré que, dans la nouvelle ère, les deux pays avaient établi un partenariat de coopération stratégique global caractérisé par des échanges fréquents de haut niveau, une confiance politique mutuelle sans cesse approfondie, des résultats fructueux en matière de coopération dans le cadre de l'initiative «Ceinture et Route» et une coopération étroite sur les questions régionales et internationales.

Au cours de la visite de M. Ruto, le président Xi organisera une cérémonie d'accueil et un banquet de bienvenue en son honneur, et les deux chefs d'Etat s'entretiendront. Le Premier ministre, Li Qiang, et le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, Zhao Leji, auront des rencontres séparées avec M. Ruto, a précisé M. Lin lors d'un point de presse régulier.

«Nous sommes convaincus que cette visite contribuera à l'approfondissement des relations entre la Chine et le Kenya, à mettre en œuvre les résultats du Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine, à bâtir une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps dans la nouvelle ère et à faire progresser l'unité et la coopération au sein du Sud global», a-t-il noté

Réunion de dialogue entre la Zambie et l'UE

La Zambie et l'Union européenne (UE) ont organisé mercredi une réunion de dialogue pour réaffirmer leurs valeurs communes sur diverses questions, dont celles de la démocratie, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, et du développement inclusif.

Les deux parties ont également décidé d'approfondir et de renforcer les relations qu'elles ont nouées au fil des années. Mulambo Haimbe, ministre zambien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a indiqué que la Zambie et l'UE avaient maintenu une relation définie par une forte coopération pour le développement, par un dialogue politique solide, et par une croissance des relations commerciales et d'investissement. Il a exprimé la volonté de la Zambie d'approfondir son engagement stratégique avec l'UE alors que les deux parties évoluent vers une nouvelle ère de coopération mondiale dans le cadre d'un nouvel accord.

Rita Laranjinha, directrice générale pour l'Afrique subsaharienne au Service européen pour l'action extérieure de l'UE, a déclaré que ce dialogue de partenariat était une opportunité importante de mener une réflexion stratégique conjointe sur les réformes nécessaires du cadre multilatéral. Elle a observé que l'UE et la Zambie étaient des partenaires naturels avec un engagement commun à la gouvernance démocratique, à la paix et à la sécurité, ainsi qu'à un développement inclusif et durable.

Madagascar renforce son système d'alerte climatique avec le lancement du projet SOFF

Madagascar a officiellement lancé mardi son projet de dispositif SOFF (Systematic Observations Financing Facility) destiné à renforcer sa capacité à observer et anticiper les aléas climatiques tels que les cyclones, les sécheresses ou encore les inondations.

Fruit d'un partenariat entre le ministère malgache des Transports et de la Météorologie, Météo Madagascar, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le projet vise à transformer en profondeur le réseau national d'observation météorologique.

Selon un rapport du PNUD, les principales actions prévues incluent la modernisation des stations existantes, l'amélioration de la gestion et du partage des données, ainsi que la création de centres de maintenance régionaux. Compte tenu de sa position géographique et de son exposition aux phénomènes météorologiques extrêmes, Madagascar figure parmi les pays les plus vulnérables au monde, indique le PNUD.

Grâce au projet SOFF, le pays pourra bénéficier de prévisions météorologiques et climatiques plus fiables, renforçant ainsi sa résilience face aux effets du changement climatique. Ce projet s'inscrit par ailleurs dans le cadre de l'initiative mondiale «Alerte précoce pour tous», qui vise à établir, d'ici 2027, un système d'alerte précoce efficace et harmonisé à l'échelle internationale. A travers le SOFF, Madagascar peut répondre, de manière rapide et adaptée, aux défis posés par le changement climatique, estime le ministère.

TUNISIE

Prémices d'une reprise des investissements dans le secteur touristique

Les intentions d'investissement dans le secteur du tourisme en Tunisie ont dépassé, en valeur, 700 millions de dinars (environ 233 millions de dollars) en date de la mi-avril, d'après des chiffres révélés mercredi par l'Office national du tourisme tunisien (ONTT).

D'après son directeur général, Mohamed Mahdi Haloui, ces intentions d'investissement ont été de l'ordre de 900 millions de dinars (300 millions de dollars) sur toute l'année 2024. *«Ce chiffre constitue un bon augure et un avant-goût positif pour une éventuelle reprise de l'investissement dans le secteur touristique (...) Cela prouve le dynamisme que connait le tourisme tunisien et la récupération de la confiance envers la destination tunisienne»*, selon lui. D'après M. Haloui, jusqu'au 10 avril, le nombre de visiteurs ayant mis le cap sur la Tunisie a progressé à hauteur de 6% par comparaison avec la même période en 2024.

«Ce chiffre constitue un bon augure et un avant-goût positif pour une éventuelle reprise de l'investissement dans le secteur touristique (...) Cela prouve le dynamisme que connait le tourisme tunisien et la récupération de la confiance envers la destination tunisienne»

Du côté des réservations estimées pour la saison estivale, le chef de l'ONTT a fait savoir que les prévisions, allant jusqu'à septembre 2025, tablent sur une probable évolution variant entre 10 et 20% par rapport à la saison précédente. *«Nous prévoyons d'accueillir 11 millions de touristes sur toute l'année 2025»,* a-t-il dit.

CENTRAFRIQUE

Le PNUD offre 500000 dollars pour lutter contre les changements climatiques

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement centrafricain ont signé mercredi un accord d'un montant de 500000 dollars, en faveur de la lutte contre les changements climatiques, a-t-on constaté à Bangui, capitale de la République centrafricaine.

L'accord a été signé entre le PNUD et le ministère centrafricain de l'Environnement et du Développement durable, selon un communiqué adressé aux médias par le PNUD.

Ce projet vise à identifier et à promouvoir, au profit de la République centrafricaine, les opportunités susceptibles de renforcer l'accès du pays au financement climatique, selon la même source. Le projet soutient également l'autonomisation et le leadership des femmes, des jeunes filles, des populations autochtones ainsi que d'autres groupes vulnérables dans la lutte contre le changement climatique à Bangui et dans ses environs, précise le PNUD.

Xinhua

L'UNFPA SOLLICITE UNE COTATION POUR LA FABRICATION D'UNE CUVE DE 3 M3 - 3000L RECTANGULAIRE

DESCRIPTION	QUANTITE
Caractéristiques cuve kérobar 3000L - 2 Fonds plats .1000 MRC - Epais. 3 - Dim 1200x1200 sur 2100 de H - Acier S235JRG2 - Long HT 1200 - Trou d'Homme : nombre 1 - type carré - 500x500 mm - Couvercle avec pattes pour cadenas - Pieds en tube 4» - Lg 400 - 2 pattes de levage - 1 évent diam 1» 1/2 - 2 piquages avec manchons 1/2 - 1 règle de jauge translucide extérieur - Epreuve hydraulique à 150G incluse avec certificat Mines. - Plaque de propriété - Peinture anti corrosion grise et finition vert	2
Fabrication de 2 bacs de rétention en acier * Fabrication 2 bacs de rétention en acier 3mm avec robinet de purge Dimension : 1500x1500x1000 Dimension : 2000x1500x700	2
Connexion cuve et GE en alimentation gasoil * Installation pré filtre décanteur séparateur eau * Fourniture et mis en place tuyauterie Galva 3/4 et durite * Fourniture 2 têtes en cuivre pour durite (entrée GO et retour GO) * Colliers de fixation pour béton * Longueur maxi environ 6ML-10ML	1
Fabrication dalle 3mx 1m - Fouilles en pleine masse pour le socle de la dalle - Béton de propreté sous radier de dallage et sous contreforts - Fabrication dalle béton épaisseur 15cm - dosé à 350Kg - Dimension 3mx1m - Béton armé dosé à 350 Kg/m3	1
- Déplacement porte grillagée - Découpe grille et fabrication porte avec paumelles sur côté gauche du groupe électrogène	1

Cette Demande de Cotation est ouverte à toutes les sociétés légalement constituées en mesure de fournir les produits et services et qui disposent de la capacité juridique pour exercer dans le pays ou par l'intermédiaire d'un représentant agréé.

Les intéressé(e)s peuvent récupérer le document d'appel d'offre (RFQ) sur le site :
https://congo.unfpa.org/fr
Ou au Bureau de l'UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC)
Les offres doivent être soumis uniquement à l'adresse mail : procurement.congobrazzaville@unfpa.org

La visite des lieux est obligatoire et se déroulera au Bureau de UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC), du 16 au 22 avril 2025, chaque jour de 15h00 à 17h00.
La date limite pour la soumission des offres est le 22 avril 2025 à 17:30 P.M heure Congo

NÉCROLOGIE

Florent Sogni Zaou, journaliste, Lilia Makaya, Merveille Tchilessi, Clem Dieudonné Mavoungou, Joseph Mackosso,
Marthe Mackosso Tchitoula, Jeanine Loumbou Taty, Evariste Tchibinda Taty et Zephiryn Bouity ont la douleur d'annoncer aux parents, ami (es) et connaissances, le décès de leur sœur, mère et fille, la veuve Nombo Mavoungou (Ancien ministre) née Sébou Germaine, survenu le 11 avril 2025 à Pointe-Noire, des suites d'une courte maladie.
Le deuil a lieu à Diosso à quelques kilomètres de Pointe-Noire et la date de l'inhumation sera communiquée le moment venu.

ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

SAISISSEZ LE LIEN

OU

SCANNEZ LE QR CODE

RWANDA

Le taux de pauvreté diminue fortement et atteint 27,4%

Le taux de pauvreté national du Rwanda a considérablement diminué, passant de 39,8% en 2017 à 27,4% en 2024, ce qui constitue une baisse de 12,4 points de pourcentage en sept ans, selon une enquête.

Les résultats reposent sur la septième enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages, publiée mercredi par l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR) dans la capitale nationale de Kigali. L'enquête a été menée entre octobre 2023 et octobre 2024.

Elle montre une réduction substantielle de la pauvreté dans toutes les régions du pays. Alors que les classements régionaux restent inchangés - la ville de Kigali affichant les niveaux de pauvreté les plus bas, et les provinces du sud et de l'ouest les plus élevés - la part des Rwandais vivant dans l'extrême pauvreté a fortement diminué, passant de 11,3% en 2017 à 5,4% en 2024.

Lors de la présentation des résultats, le directeur général du NISR, Ivan Murenzi, a fait remarquer que les progrès les plus significatifs ont été réalisés parmi les ménages ruraux, reflétant l'impact des politiques gouvernementales ciblées. Il a souligné que l'amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales est la preuve de la réussite des efforts de développement des infrastructures.

Le Rwanda et le PSG renouvellent leur partenariat

Malgré le conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et le Paris Saint-Germain (PSG) ont annoncé avoir renouvelé leur partenariat jusqu'en 2028, dans le cadre de la campagne «Visit Rwanda» destinée à promouvoir le tourisme dans le pays.

Le contrat entre le Rwanda et le PSG est controversé en raison du soutien de ce pays au M23 dans le conflit dans l'Est de la RDC. Kigali et le PSG ont un partenariat qui promeut le tourisme dans le pays d'Afrique des Grands Lacs, pourtant critiqué en raison de son soutien au M23.

Plusieurs pays occidentaux ont imposé ces dernières semaines des sanctions au Rwanda en raison de son soutien au groupe armé, qui a notamment entrepris une offensive sur les villes de Goma et Bukavu ces derniers mois. Les appels de la communauté internationale au retrait du M23 et des quelque 4 000 soldats rwandais qui le soutiennent, selon des experts des Nations unies, sont restés sans effet. «Visit Rwanda et le Paris Saint-Germain ont renouvelé leur partenariat transformateur jusqu'en 2028», s'est félicité, dans un communiqué, le Rwanda development board (RDB), un organisme gouvernemental chargé de promouvoir le pays.

«Visibilité télévisuelle» pour le tourisme au Rwanda

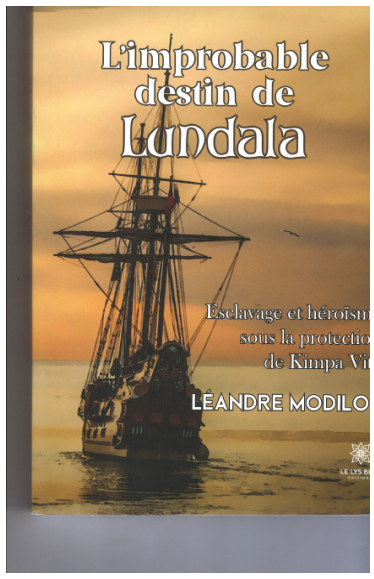
«Depuis le début du partenariat», en 2019, «des millions de supporters du monde entier ont découvert le Rwanda», notamment grâce à la visibilité télévisuelle, s'est réjoui le RDB. Le partenariat comprend l'apparition du logo «Visit Rwanda» sur les kits d'entraînement des PSG Academy basées aux États-Unis et au Canada, ainsi que sur la manche du maillot de l'équipe première masculine du PSG lors de la Coupe du monde des clubs de la Fédération internationale de football association 2025 qui se tiendra aux Etats-Unis cet été, précise un communiqué du club parisien.

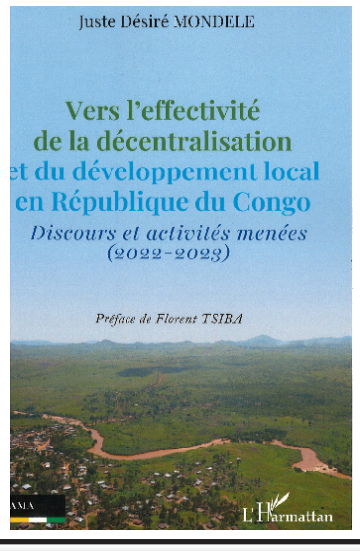
Une pétition en ligne s'opposant au «partenariat de la honte» entre Kigali et le PSG a récolté des dizaines de milliers de signatures. Le Rwanda sponsorise via «Visit Rwanda» aussi les clubs européens Arsenal et Bayern Munich.

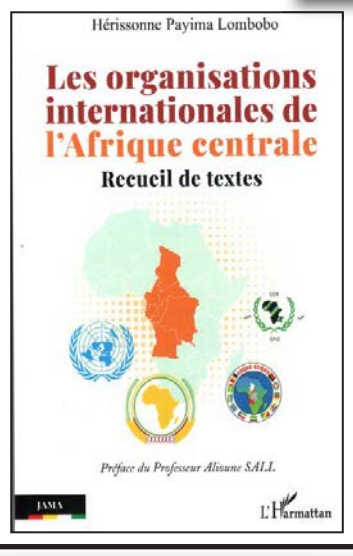
Noël Ndong

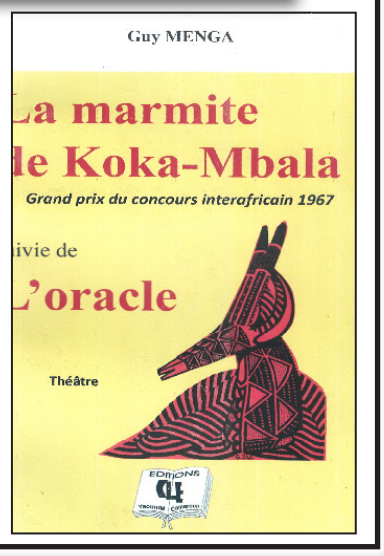
LIBRAIRIE LES MANGUIERS

EN VENTE









LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE CLASSIQUE

AFRICAINE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture

HORAIRES D'OUVERTURE

Du lundi au vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H

Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

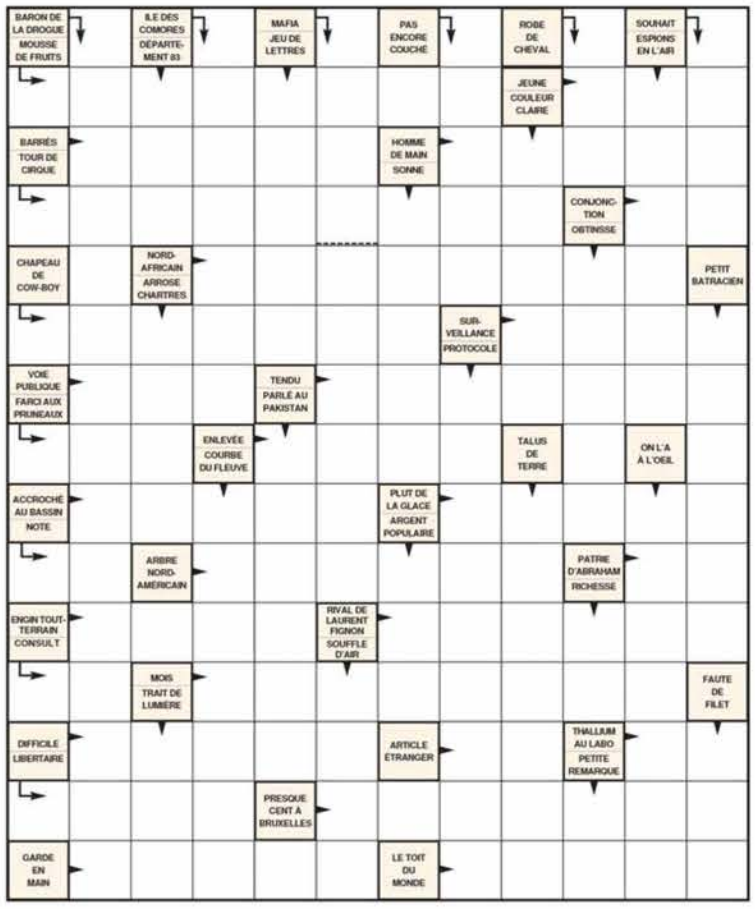
SOLUTION :
Le mot-mystère est : *chatouille*

MOTS CASÉS 10X13 • N°319

R	O	N	D	E	■	J	A	D	E
A	U	■	R	U	D	E	■	O	U
D	A	D	A	■	E	U	E	S	■
E	T	A	P	E	S	■	S	E	L
■	E	N	■	T	I	L	T	■	O
J	■	S	E	R	R	E	■	N	U
E	L	E	V	A	■	T	R	O	P
T	A	■	E	V	I	T	E	■	E
E	N	V	I	E	■	O	■	S	E
■	G	E	L	■	E	N	T	E	■
G	E	I	S	H	A	■	A	C	E
U	■	N	■	E	U	R	O	■	L
S	C	E	A	U	■	I	N	D	U

■	M	■	O	■	V	■	K	■	P	■	O
P	O	P	U	L	A	R	I	S	E	N	T
■	R	I	V	E	■	A	P	P	R	E	T
U	T	E	R	U	S	■	P	H	O	T	O
■	A	M	E	R	I	C	A	I	N	■	■
A	D	O	■	R	A	I	■	N	■	E	H
■	E	N	S	E	M	E	N	C	E	R	A
A	L	T	O	■	O	U	S	T	■	M	I
■	L	■	V	O	I	X	■	E	M	I	R
P	E	P	I	N	S	■	B	R	U	T	■
■	■	L	E	D	■	N	O	■	T	E	S
F	L	A	T	U	L	E	N	C	E	■	E
■	A	I	■	L	A	I	D	E	R	O	N
G	I	N	S	E	N	G	■	P	A	N	S
■	E	T	E	■	D	E	L	E	S	T	E

FLÉCHÉS 12x15 SOLUTION • N°2107 • © FORTISSIMOTS 2021



FLÉCHÉS 12x15 • N°2108 • © FORTISSIMOTS 2021

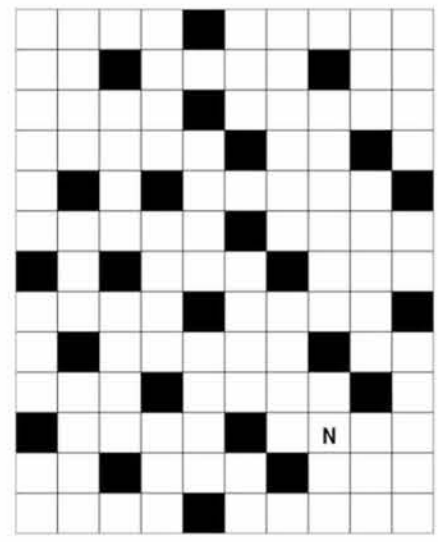
MOTS MÊLÉS • © FORTISSIMOTS 2021

F	E	C	E	N	R	I	H	P	A	S	A	B	O	T
A	A	U	A	U	I	I	V	O	Y	E	L	L	E	R
R	D	D	Q	N	G	L	C	B	M	G	E	R	M	E
C	I	R	A	I	D	A	E	N	A	M	O	R	Y	P
E	L	E	A	I	F	I	B	R	I	G	A	N	D	X
U	E	T	U	P	S	E	D	U	F	M	N	G	Z	E
R	M	O	B	S	C	E	N	E	L	I	T	R	E	F
R	M	U	R	I	R	O	T	E	U	B	F	E	N	F
V	E	R	M	E	I	L	M	O	B	U	E	Z	I	I
N	R	D	G	M	U	O	N	P	S	A	S	N	T	A
A	B	I	I	C	U	E	R	I	O	V	L	O	H	S
D	M	R	C	A	G	S	L	B	E	S	I	R	E	C
R	O	O	M	A	L	P	O	L	I	O	T	B	W	O
A	S	I	O	T	A	P	T	R	E	T	O	D	A	R
C	R	A	V	A	G	E	D	Y	S	L	E	X	I	E

www.fortissimots.com

BAGUE
BENEFIQUE
BRIGAND
BRONZE
BULBE
CANDIDE
CARDAN
CERISE
COMPOST
DILEMME
DYSLEXIE
DRAP
ETOURDIR
EXPERT
FADAISE
FARCEUR
FERTILE
FIASCO
FIFRELIN
FUSIL
GENOU
GERME
HOMMAGE
MALPOLI
MINCIR
MURIR
OBSCENE
OCCULTE
ORBITE
PATOIS
PLAIDER
PYROMANE
RADOTER
RAVAGE
SABOT
SAPHIR
SOMBRE
SUMMUM
SVELTE
VERMEIL
VOYELLE
ZENITH

MOTS CASÉS 10X13 • N°320



2 LETTRES
DA-EN-ES-ET-OR-OU-SI-SU
3 LETTRES
AMI-DON-EAU-ERE-GLU-ILE-LUS-MUA-ORS-PEU-POU
4 LETTRES
ANGE-AZUR-CIEL-CLIP-COUP-EMEU-ERGS-ERIC-INDU-ISBA-MITE-MURI-OUIE-PRET-REIN-RIRE-RIVE-SCIE-SEIN-UNIS-VRAI-ZEBU
5 LETTRES
ECOPE-EGALE-ENNUI-EPAIS-EPICE-ISSUS-MORVE-NIEES-VERTE
6 LETTRES
CENDRE-CORVEE-NAVREE

• SOLUTION DE LA GRILLE N°571 •

9	8	5	2	3	7	6	4	1
4	1	3	6	8	5	2	9	7
6	7	2	4	1	9	3	8	5
2	6	9	5	4	3	7	1	8
7	5	4	8	2	1	9	6	3
1	3	8	7	9	6	5	2	4
5	4	7	9	6	8	1	3	2
3	2	6	1	7	4	8	5	9
8	9	1	3	5	2	4	7	6

• SOLUTION DE LA GRILLE N°561 •

8	9	5	1	7	4	3	6	2
4	3	7	6	8	2	9	5	1
2	6	1	5	9	3	8	7	4
3	2	6	4	1	5	7	9	8
7	5	4	8	2	9	1	3	6
1	8	9	3	6	7	2	4	5
5	4	2	7	3	8	6	1	9
6	7	8	9	4	1	5	2	3
9	1	3	2	5	6	4	8	7

• SUDOKU • GRILLE N°562 • FACILE •

8	2		9				5	4
3	6		1		2	9		
		9			8			3
9						6	3	
6			4		5			1
	8	1						7
7			2			3		
		4	7		6		8	2
2	5				1		4	9

• SUDOKU • GRILLE N°572 • DIFFICILE •

		2	9			1	6	
3						4		9
	6			8				3
	1				4	7		
			7		6			
		8	5				1	
8				6			4	
9		5						1
	2	4			9	8		

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

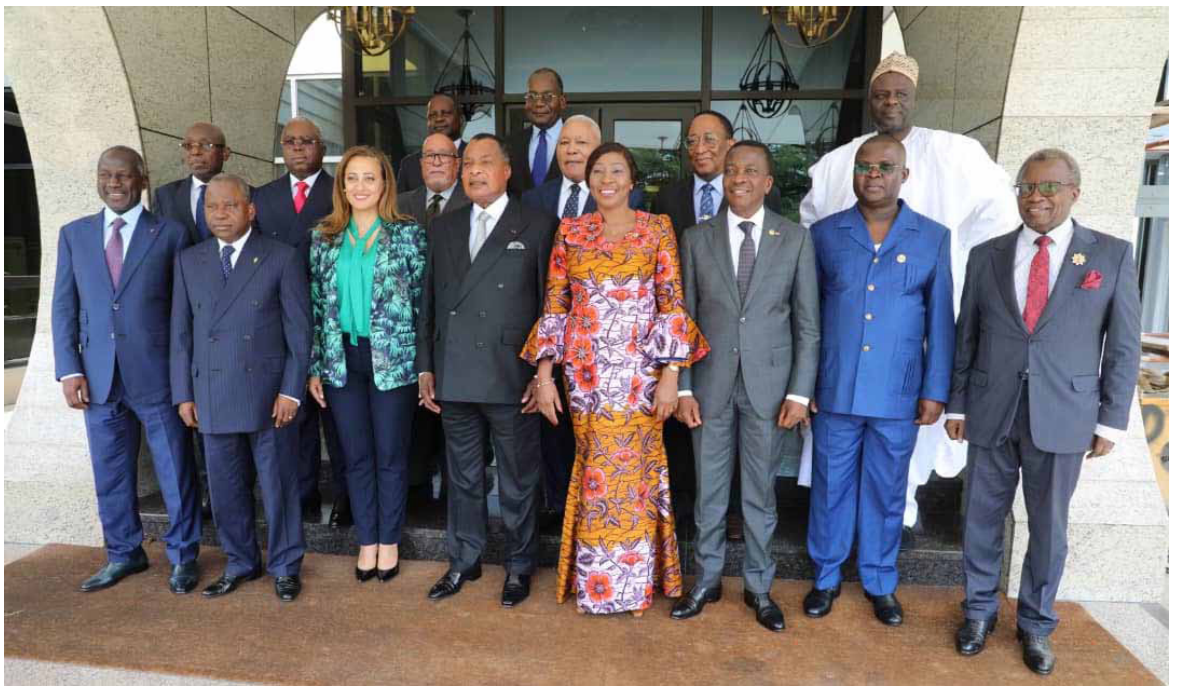
La feuille de route présentée à Denis Sassou N'Guesso

Les présidents des Assemblées et de Sections région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie ont présenté au président Denis Sassou N'Guesso les conclusions des travaux de leur 16e conférence tenue à Brazzaville, contenues dans une feuille de route.

« Nous avons fait le point de tous les sujets abordés lors de la conférence au président Denis Sassou N'Guesso. Nous avons apprécié la présentation du plan relatif au climat, à l'environnement et à l'afforestation du Congo », a déclaré Adama Bictogo, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire.

A propos de la crise à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), les parlementaires francophones africains sont disposés à soutenir les efforts de médiation pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans ce pays. *« Nous avons informé le président Denis Sassou N'Guesso qu'une délégation de haut niveau composée des présidents des Parlements se rendra en RDC et au Rwanda tout comme dans d'autres pays qui sont en conflit »*, a fait savoir Adama Bictogo. Le président Denis Sassou N'Guesso a, en effet, souhaité que les parlementaires prennent leur responsabilité pour participer à la quête permanente de la paix dans différents pays.

Rominique Makaya



Le président Denis Sassou N'Guesso en compagnie des parlementaires/DR

VIE DES PARTIS

L'opposition politique congolaise adopte ses textes fondamentaux

Seize partis politiques de l'opposition congolaise incarnée par Pascal Tsaty-Mabiala ont adopté, le 17 avril au siège de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) à Brazzaville, leur règlement intérieur, le manifeste et le pacte républicain.

Parmi les partis politiques ayant participé à la réunion, il y a l'Union des démocrates humanistes-Yuki; le Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail de Claudine Munari; le Parti républicain et libéral de Nick Fylla; le Comité d'action pour le renouveau de Clotaire Mboussa Ellah; l'Union pour la restauration du Congo de Dominque Basseyila; le Conseil national des républicains du pasteur Ntumi; l'UDR-Mwinda de Guy Romain Kifouissia; le Codema et le MNLC de Michel Mboussi Ngouari.

Le Premier secrétaire de l'Upads, Pascal Tsaty-Mabiala, a rappelé que le règlement intérieur est le document de base qui explique la manière dont les acteurs de cette plateforme doivent se comporter entre eux, vis-à-vis du pouvoir et de la société. Quant au manifeste, il a expliqué que ce sont les bonnes intentions pour le pays concernant les questions électorales et de gestion de la nation qui y sont consignées et sur lesquelles les parties prenantes s'efforceront de forger une identité propre à elles.

Concernant le pacte républicain, l'opposition politique congolaise ne veut pas que la démocratie puisse arrêter les efforts faits par les pères fondateurs qui ont commencé à construire cette république depuis 1958. *« Nous venons, au terme de cette réunion, d'adopter nos documents de travail, à savoir le règlement intérieur, le manifeste et le pacte républicain qui fondent notre unité. Notre unité est incarnée par ces documents. Il y en a qui ont été adoptés définitivement, j'ose croire que nous allons saurons nous garder dans la discipline, dans le respect des engagements que nous avons pris mais aussi dans la liberté qui est octroyée à chaque parti »*, a déclaré Pascal Tsaty-Mabiala, précisant que cette plateforme n'est pas une opposition unanimiste où les questions et les choix sont imposés.

Les membres de l'opposition politique congolaise pendant la réunion/Adiac

« Prenez votre liberté mais aussi soyez engagés pour construire une opposition républicaine apaisée. Ce qui compte ce ne sont pas les invectives, les querelles, cela ne nous a jamais rien donné. On peut construire visiblement une opposition qui peut demain prendre le pouvoir sans qu'il y ait eu ces rixes, ces envolées oratoires auxquelles nous sommes, d'ailleurs, très habitués. La voie est maintenant tracée pour que nous construisions notre petit destin ensemble »

Selon lui, à l'orée de l'élection présidentielle de 2026, le souhait de l'opposition est qu'elle se passe sur mesure, dans les conditions les plus apaisées, sans troubles. La mesure, la tolérance, l'acceptation des autres, c'est cela qui est de rigueur au sein de l'opposition, a-t-il souligné. *« Prenez votre liberté mais aussi soyez engagés pour construire une opposition républicaine apaisée. Ce qui compte ce ne sont pas les invectives, les querelles, cela ne nous a jamais rien donné. On peut construire visiblement une opposition qui peut demain prendre le pouvoir sans qu'il y ait eu ces rixes, ces envolées oratoires auxquelles nous sommes, d'ailleurs, très habitués. La voie est maintenant tracée pour que nous construisions notre petit destin ensemble »*, a-t-il laissé entendre.

Parfait Wilfried Douniama